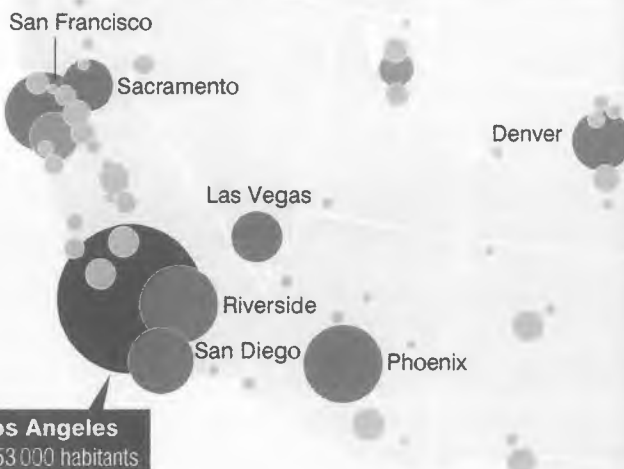


ÉTATS-UNIS DE LA VILLE AU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN

Les villes américaines doivent gérer leurs vastes banlieues et inventer une nouvelle gouvernance afin de lisser les inégalités.



Les villes américaines se remodelent depuis le début des années 1980, parallèlement à la globalisation, définie comme la métamorphose d'un capitalisme universalisé et financiarisé.

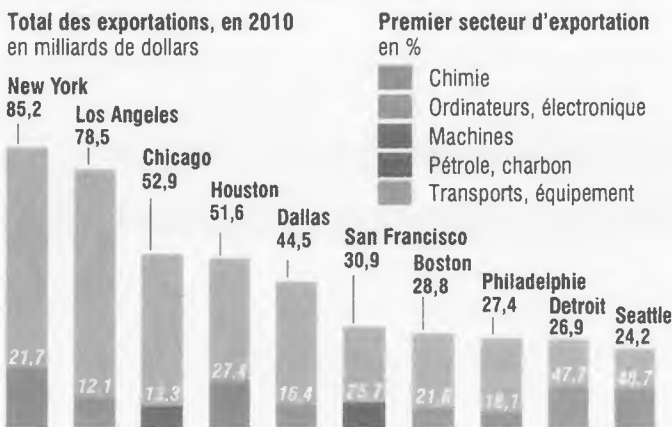
Elles s'inscrivent dans la dynamique de flux transnationaux et subissent de plein fouet la métropolisation, cette profonde restructuration sociale, spatiale et économique qui permet de dire que l'on est passé de l'ère de la ville à celle du « territoire métropolitain ».

Si l'activité financière est toujours limitée au *financial district*, localisé dans le *downtown*, des emplois sont également concentrés dans les *edge cities*, les zones suburbaines et périurbaines. Il est ainsi question d'une extension spatiale sans limites d'un tissu urbain (*urban sprawl*) peu dense – car centré le plus souvent autour du modèle de la maison individuelle et de son jardin –, se faisant au détriment des espaces agricoles et des espaces verts. La structure de la « métropole » se réinvente autour du polycentrisme. Le fait migratoire, l'attractivité économique au travers du *cluster* et la gouvernance métropolitaine représentent désormais les trois principaux défis.

Banlieues multiculturelles

Si le fait migratoire représente la continuité entre la ville de la fin du XIX^e siècle et le territoire métropolitain contemporain, il concerne aussi bien la ville que la banlieue. L'École de Chicago a défini le quartier pauvre situé à proximité du *downtown* – où étaient localisées les usines – et non loin des quartiers ouvriers, comme un ghetto, parce qu'il avait pour fonction d'accueillir les populations immigrées. La proximité avec les zones d'emplois facilitait leur intégration économique. Suivant ce schéma, les enfants des ménages issus de l'immigration avaient accès à la banlieue, lieu privilégié de « l'habiter » des familles américaines depuis le milieu du XIX^e siècle. Ce n'est qu'à partir des années 1940 que le ghetto est devenu synonyme de quartier exclusivement habité par les Noirs. À présent, on parle de *black flight* pour désigner le départ

Exportations : le top 10 des métropoles

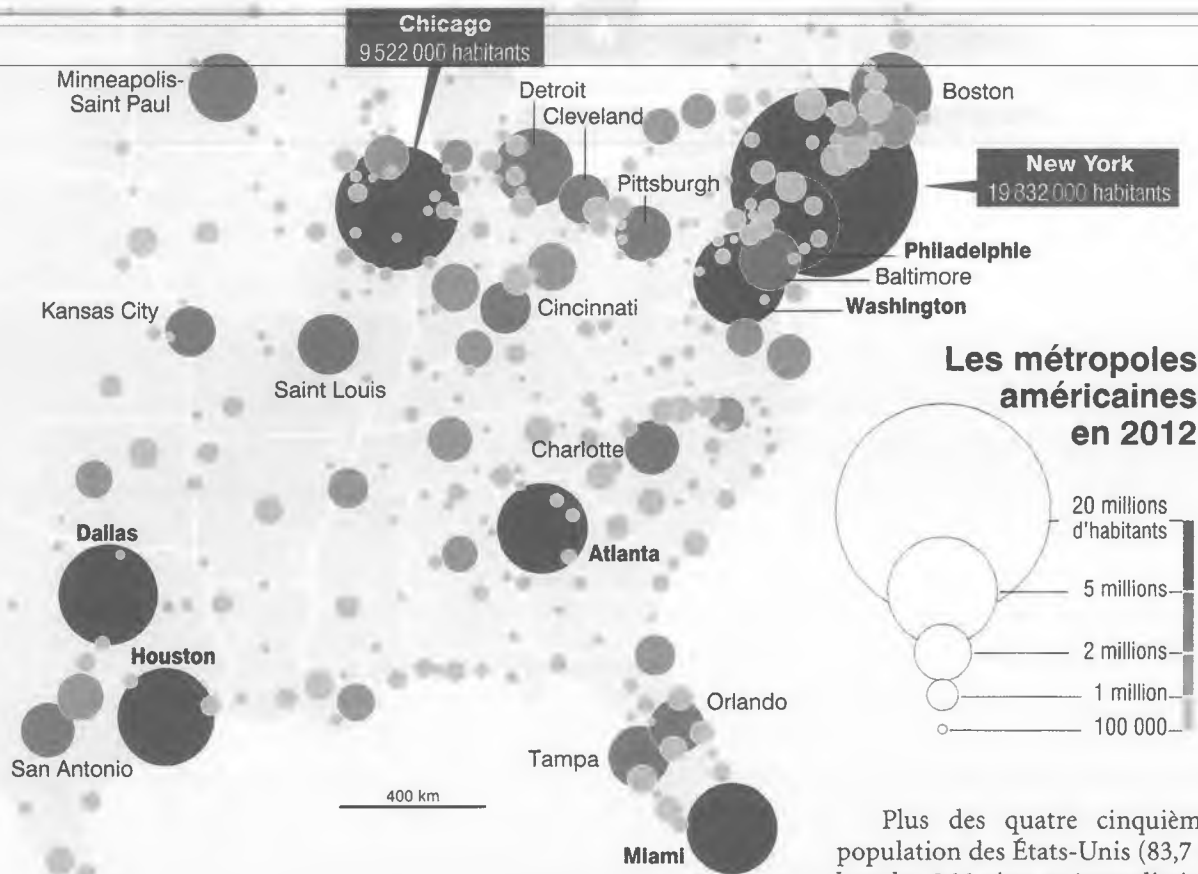


des ménages afro-américains de la ville-centre pour les banlieues, où les minorités ethniques et raciales représentent désormais 35 % de la population.

Les personnes issues de l'immigration (non nées sur le territoire) représentent 13 % de la population, soit 40 millions pour une population totale de 310 millions, d'après le recensement américain de 2010 : 53 % proviennent d'Amérique latine, 28 %, d'Asie et 12 %, d'Europe. À Los Angeles, San Francisco et New York, les immigrés représentent 30 %, 28 % et 22 % de la population, ce chiffre se situe autour de 12 % à Dallas, Boston et Chicago. Si la notion d'*ethnic suburb* est apparue récemment, pour indiquer un revirement dans la stratégie d'implantation des immigrés disposant d'un capital social (ayant fait des études supérieures) et/ou économique, elle a d'abord servi à désigner les banlieues peuplées d'immigrés asiatiques, comme Monterey Park, dans la banlieue est de Los Angeles. Ces *ethnoburbs* désignent des banlieues multiculturelles où se localisent aussi des emplois.

Cynthia Ghorra-Gobin

Directrice de recherche CNRS au Creda, Paris-1



Les métropoles américaines en 2012

Les élus des grandes villes comme New York, Los Angeles, Chicago, Houston et Philadelphie, pour ne citer que les cinq premières, mènent des politiques d'attractivité en se dotant de *clusters* technologiques, terme utilisé par Michael E. Porter pour décrire la concentration spatiale d'entreprises relevant d'un même secteur à proximité de centres de recherche et d'enseignement supérieur ou technique. L'économiste américain reconnaît la qualité de l'environnement et des rencontres informelles entre personnes travaillant dans des structures institutionnelles différentes – *face to face* (F2F) – et s'inspire de l'exemple de la Silicon Valley, où de petites entreprises de type start-up bénéficiant de capitaux à risques côtoient de grandes entreprises.

Politique de redistribution

Le *cluster* a plutôt été associé au milieu suburbain jusqu'à ce que le sujet de l'innovation et de l'attractivité économique soit repris par le géographe américain Richard Florida, qui a mis l'accent sur les « classes créatives » : des personnes talentueuses maîtrisant les technologies récentes et tolérantes à l'égard de la diversité culturelle. Florida met en évidence la ville comme cadre privilégié de l'innovation, rejoignant en cela les thèses d'Edward Glaeser, économiste de Harvard. Cette idée a conduit le maire de New York à créer une nouvelle université en se préoccupant d'établir un écosystème favorable aux start-up.

Plus des quatre cinquièmes de la population des États-Unis (83,7 %) vivent dans les 366 aires métropolitaines. En ce qui concerne la population pauvre (39 millions au total, soit 12,6 % de la population), 23 millions d'entre eux se trouvent dans les 100 premières aires métropolitaines. Mais si la population des villes-centres inclut 18,2 % de pauvres, on note que les banlieues comptent désormais 9,5 % de pauvres. On parle de la « suburbanisation » de la pauvreté, parallèlement à la « gentrification » des quartiers centraux.

Face au constat de la montée des inégalités sociales et à la prise de conscience de la rivalité inter-métropolitaine infligée par la globalisation, certains politistes, dans la lignée de Myron Orfield, prônent l'invention d'un gouvernement métropolitain pour promouvoir aussi bien une politique d'attractivité visant à assurer le rayonnement du territoire métropolitain à l'échelle mondiale qu'une politique de redistribution fondée sur une péréquation fiscale. Font ainsi figure de référence, en dépit de nombreuses critiques, les métropoles de Portland (Oregon) et de Minneapolis/Saint Paul (Minnesota), où l'État fédéré a joué un rôle central pour instaurer le principe d'un conseil métropolitain dont les pouvoirs permettent de dépasser la fragmentation politique inhérente à tout territoire métropolitain.

D'après le McKinsey Global Institute, les 259 premières villes et métropoles américaines représentent 85 % du PIB national. Un tel poids économique justifierait la création de structure à l'échelle métropolitaine. ■